

Les aires et les espèces spécialement protégées dans la région des Caraïbes - *Un protocole régional sur la biodiversité* -

2011

Contexte

La Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes est le seul traité régional environnemental qui implique toute la région. Encore appelée Convention de Cartagena, elle rassemble actuellement 23 états parmi 28 potentiels. La Convention et les Protocoles qui s'y rattachent constituent un engagement légal de ces pays à protéger, développer et gérer leurs ressources côtières et marines communes de manière individuelle et conjointe. La Convention de Cartagena et ses Protocoles s'intéresse non seulement à la protection mais aussi à la mise en valeur, comme son titre l'indique.

D'après la convention des Nations Unies concernant la Loi sur de la mer, chaque état côtier est responsable de la gestion de l'environnement marin sur son territoire. En raison d'un nombre élevé de pays dans un espace relativement réduit, la presque totalité des zones maritimes des Caraïbes passe d'une zone économique exclusive à une autre, laissant la gestion de ces zones sous leurs juridictions nationales respectives. Par ailleurs, l'interconnexion écologique et océanographique de la mer des Caraïbes et du golfe de Mexique a déjà été largement illustrée, ce qui justifie la nécessité d'une coopération et d'une coordination régionale.

L'article 10 de la Convention de Cartagena demande aux parties de prendre «*toutes les mesures appropriées*» pour protéger et préserver «*les écosystèmes rares ou fragiles*», ainsi que «*les habitats des espèces en voie de disparition, menacées ou en danger*» et, à ces fins, de mettre en place des zones protégées.

Dans ce contexte, les gouvernements de la région ont adopté en 1990 le protocole relatif aux aires et aux espèces spécialement protégées (SPAW). Ils ont adopté en 1991 les annexes qui répertorient les espèces à protéger. Ces annexes comprennent la liste de la flore marine et littorale protégée (annexe I), la liste de la faune marine et littorale protégée (annexe II) et les espèces végétales et animales qui doivent être maintenues à un niveau assurant leur pérennité (annexe III). Le protocole est devenu une loi internationale en 2000.

Le protocole contient, entre autres, également, des dispositions précises concernant la mise en place d'espaces protégés et de zones tampon pour la protection des espèces *in situ*, des actions de coopération nationales et régionales pour la protection des aires et de la vie sauvage, des dispositions concernant l'introduction d'espèces non indigènes ou génétiquement altérées, et des dispositions concernant les études d'impact sur l'environnement, la recherche et l'éducation.

Les objectifs du protocole SPAW sont de protéger, préserver, et gérer de manière durable : 1) les espaces et écosystèmes qui requièrent une protection pour sauvegarder leurs caractéristiques particulières, 2) les espèces menacées ou en danger de la flore et de la faune et leurs habitats, et, 3) les espèces d'une manière plus générale dans le but de prévenir leur mise en danger ou leur disparition. Le protocole SPAW met l'accent sur la protection des habitats en tant que mesure efficace pour protéger les espèces listées. Ainsi, la protection se concentre sur les écosystèmes fragiles et vulnérables dans leur ensemble, plutôt que sur les espèces elles-mêmes. Le protocole SPAW est, à bien des égards, un précurseur de ce que la communauté internationale a défendu par la suite au niveau mondial, en particulier à travers la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

L'importance du protocole SPAW pour la Caraïbe

Les activités économiques de nombreux pays de la région sont très dépendantes du milieu littoral notamment le tourisme et la pêche. Toutefois ces ressources sont en forte diminution ou fortement menacées.

La surexploitation et la disparition des habitats ont entraîné une diminution alarmante des espèces sauvages. Le phoque moine de la Caraïbe a pratiquement disparu, le lamantin des Antilles est en diminution rapide : il n'en reste que quelques spécimens dans la plupart des pays où il subsiste. Toutes les espèces de tortues marines présentes dans la Caraïbe sont identifiées comme en danger. Sans parler des autres espèces végétales et animales (palétuviers, coraux, coquillages, poissons et

mammifères marins) surexploitées sans réel contrôle des populations.

Pour les seules îles de la Caraïbe, environ 300 espaces protégés ont été recensés. Leur majorité a été créée durant les 20 dernières années. Néanmoins, seulement 30% d'entre eux sont convenablement gérés. Ce qui indique un rythme de création de réserves plus élevé que la mise en place de moyens de gestion.

Le protocole SPAW traite particulièrement de ces questions et apporte des réponses à travers la mise en œuvre du programme régional opérationnel SPAW. Ce programme est développé et examiné par les membres des gouvernements et est coordonné par l'Unité de Coordination Régionale (UCR) du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) pour le compte du Programme pour l'Environnement des Caraïbes (PEC). En outre, un Centre d'Activité Régionale (CAR) dédié au protocole SPAW est hébergé par le gouvernement français en Guadeloupe. Ce centre fournit un support technique pour l'exécution du programme.

De plus, les gouvernements de la région ont identifié la convention de Cartagena et le protocole SPAW qui s'y rattache comme un outil complémentaire à la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB). Les termes du protocole SPAW et de la CDB sont d'une portée à la fois globale et détaillée. Les quelques éléments spécifiques à chacun de ces deux traités se complètent mutuellement dans la mesure où ils contribuent à atteindre les objectifs principaux communs. Le protocole SPAW fournit dans de nombreux cas des conseils plus concrets et spécifiques pour la mise en œuvre des obligations plus générales de la CDB. Un mémorandum de coopération a été mis en place entre les secrétariats des deux traités.

Des relations de coopération et de synergie se mettent en place également avec d'autres conventions connexes telles que : RAMSAR et la Convention de Bonn (avec lesquelles un mémorandum de coopération existe déjà), la Convention Interaméricaine pour la Protection et la Conservation des Tortues Marines et la CITES. Elles se sont développées au regard de leurs objectifs communs et des nombreuses dispositions similaires à celles du protocole SPAW.

Le protocole SPAW prévoit la mise en place d'un «comité consultatif scientifique et technique» (STAC) composé d'experts désignés par les gouvernements, qui se rencontrent avant chaque conférence des Parties. Le STAC offre une opportunité unique dans la région, aux gouvernements, aux ONG et aux experts de la région de se rencontrer et de parler d'une même voix sur la diversité biologique, en particulier en vue des

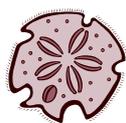
rencontres de la CDB, des autres conventions et diverses consultations sur le sujet.

Les activités du programme régional SPAW

---Une approche intégrée ---

Les activités mises en place dans le cadre du protocole SPAW correspondent à une approche intégrée de la gestion des écosystèmes et apporte une aide aux gouvernements dans les domaines suivants :

- le renforcement des espaces protégés à travers une assistance technique, la mise en place de sites de démonstration des meilleurs modes de gestion, et un réseau coopératif régional d'aires protégées sous le Protocole SPAW;
- la mise en place d'un réseau régional des gestionnaires d'aires marines protégées (CaMPAM), un programme de formation AMP et la création d'une base de données www.gcfi.org/campam/CAMPAM.htm;
- la surveillance, la gestion et la conservation des écosystèmes coralliens en qualité de correspondant régional de l'Initiative Internationale pour les Récifs Coralliens (ICRI) et partenaire du Réseau International d'Action pour les Récifs Coralliens (ICRAN) ;
- l'élaboration et la mise en place de guides de gestion et de plans de restauration pour la conservation des espèces ;
- la promotion de bonnes pratiques de gestion et la formation pour un tourisme durable en zone littorale en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et les communautés locales ; et
- L'élaboration et la mise en place de guides pour la création d'espaces protégés, la gestion et la production de revenus.



Pour toute information complémentaire, vous pouvez consulter le site Internet du PNUE-PEC www.cep.unep.org/ ou contacter :

Alessandra Vanzella-Khouri
UNEP-CAR/RCU
14-20 Port Royal Street
Kingston, Jamaica
Tél : (876) 922-9267
Fax : (876) 922-9292
avk@cep.unep.org